

Cet été, lors de mes pérégrinations bretonnes, j'avais remarqué ces panneaux placés sur le bord des routes ou au milieu des champs, et qui annonçaient une « **grève du lait** » pour le mois de septembre : nous y sommes, et les producteurs laitiers ont commencé il y a une semaine à mettre leur menace à exécution, multipliant dans le même temps les distributions gratuites de lait aux consommateurs mais aussi en détruisant des millions de litres, de désespoir et de rage, voire d'impuissance devant la logique terrible du «

libre

marché

» défendue par la Commission européenne actuelle.

Combien faudra-t-il de suicides d'éleveurs pour que l'Opinion publique s'émeuve et commence à réagir à cette dictature d'une idéologie qui oublie les hommes pour ne voir que la « **libre concurrence non faussée**

», idéologie terrible et homicide qui est en train d'achever notre agriculture nationale et ses derniers particularismes, ceux-là mêmes qui font de notre pays ce royaume du bien-vivre et de la gastronomie ?

Pour l'heure, les éleveurs sont bien seuls, et il est frappant de voir à quel point la classe politique est, à quelques exceptions près, particulièrement silencieuse : terrible aveu de sa trahison, prisonnière qu'elle est de son millénarisme européiste, cette sorte de « **fin de l'histoire** »

impolitique et fataliste ! Quant à la République officielle, représentée près des agriculteurs par le pâle Le Maire, elle se contente du « programme minimum », cherchant d'abord à éteindre rapidement l'incendie pour, dit-elle, être en position de force dans les prochaines négociations sur la réforme européenne de la Politique Agricole Commune... Si cette stratégie peut se comprendre par temps calme (ce qui ne signifie pas qu'elle soit la meilleure ni la plus juste), elle est particulièrement malvenue en temps de crise, quand les agriculteurs de notre pays se retrouvent en danger au risque, pour les plus faibles, de disparaître purement et simplement.

La crise du lait n'est qu'un des aspects d'une crise plus large et plus profonde du monde et de la vocation agricoles : la réponse n'est pas seulement dans le changement de quelques règles ou l'aménagement d'amortisseurs sociaux, au niveau français ou européen, mais bien dans une politique qui, au-delà des aspects économiques et sociaux, se devra de poser la question même du mode de société, voire de la civilisation, dans laquelle nous voulons vivre, pour nous et nos descendants. Je doute fortement que la République soit en mesure de poser cette question, prisonnière qu'elle est de ses principes et de ses tabous, coincée entre deux élections et en « **présidentielle permanente** » quand il faudrait inscrire sa politique et sa stratégie dans le long terme, dans un rythme « paysan » qu'elle a oubliée depuis trop longtemps...